

[Texte]

Mr. Culpeper: I think a very fundamental obstacle has been a resistance or an allergy of the U.S. to any kind of debt forgiveness at all. They felt that this would be contagious to the whole debt management process. Even if you did begin with the poorest country, even if you began with Sudan and reduced its debt, Brazil and Mexico would be jumping into line and demanding equal treatment, and before you knew it the whole structure of debt would be collapsing around our ears. So I think this whole problem of—they call it “contagion”—was very fundamental in obstructing any kind of forgiveness of debt.

• 1335

Then there are some technical problems too, vis-à-vis what particular official creditors can or cannot do, or what the politicians can tell the official export credit agencies to do. A lot of these organizations have a great deal of autonomy and are basically on their own in how they decide to manage their exposure to developing countries. Eximbank of the U.S. could well be one of these cases. But I think the first was probably the more important explanation.

Mr. Layton: Mr. Chairman, I was able, as you realize, to get some answers when the minister was here, so I will not repeat. But there was a reference our witness made during his brief statement that this new ESAF could be classified as a window to channel funds from richer have countries to the Third World developing countries. I wondered why he would have chosen that. It seems to me it is just one more mechanism. Is it so particularly different from... Other than being more flexible than the IMF, is there something about it that caused you to use this reference to “window” as if it is there and if you do not use it there is no other way?

Mr. Culpeper: No, I did not mean it in an exclusive sense at all. What I meant was that this is something of a sea change in the IMF's own structure. Until the SAF was created—and now the Enhanced Structural Adjustment Facility is adding on to that—the nature of the IMF was very much that of a revolving credit facility. Everyone puts money in, and that is the basic resource base of the IMF. So as any money is lent out, unless the IMF gets repaid very quickly, it will soon run out of funds.

It is not like the World Bank, which has two sources of financing. On the one hand it goes out into the capital markets and floats bonds and is able to accumulate a pool of capital, which it can on-lend to the developing countries for as much as 20 years. But also, countries such as Canada give it money to enable it to give soft loans through the International Development Association. The IMF does not work like that at all. Its mainstay facilities, such as the stand-by facility the minister was referring to, really depend on the revolving nature of its credit.

[Traduction]

M. Culpeper: Je pense qu'un obstacle très fondamental avait trait au fait que les États-Unis n'aimaient pas l'idée d'une remise de la dette. Selon les Américains, cela aurait un effet contagieux sur tout le système de gestion de la dette. Ils craignaient que, si l'on commençait par réduire la dette du pays le plus pauvre, c'est-à-dire du Soudan, le Brésil et le Mexique se mettraient aussi sur les rangs et exigeraient d'être traités de la même façon et que, bientôt, toute la structure de la dette s'effondrerait. Cette espèce de «contagion» était donc l'une des principales raisons pour lesquelles les États-Unis s'opposaient à toute remise de dette.

Il y a aussi certains problèmes d'ordre technique qui ont trait à ce que chaque créancier gouvernemental peut faire et à ce que les politiques peuvent dicter aux organismes gouvernementaux de crédits à l'exportation. Bon nombre de ces organismes jouissent d'une grande autonomie et peuvent décider d'eux-mêmes comment gérer leurs prêts aux pays en voie de développement. Eximbank des États-Unis en est sans doute un bon exemple. Je pense cependant que la première raison était probablement plus importante.

M. Layton: Monsieur le président, comme j'ai obtenu certaines réponses pendant que le ministre était ici, je ne me répéterai pas. Toutefois, pendant sa brève déclaration, le témoin a mentionné que la nouvelle facilité améliorée d'ajustement structurel pouvait être considérée comme une manière de canaliser les fonds des pays les plus riches vers les pays en voie de développement. Je me demande pourquoi. Il me semble que ce n'est qu'un mécanisme de plus. Est-il vraiment différent des autres? À part le fait que ce mécanisme est plus souple que le FMI, y a-t-il autre chose qui vous a poussés à parler d'une ouverture, comme si vous pensiez qu'il n'existe pas vraiment d'autres solutions?

M. Culpeper: Non, je ne voulais pas dire que ce mécanisme devait être utilisé exclusivement. Je voulais dire que cela changeait considérablement la structure du FMI. Avant la création de la FAS, et maintenant de la Facilité améliorée d'ajustement structurel, le FMI était très apparenté à un organisme de crédit renouvelable. Les fonds du FMI proviennent de l'argent que lui prêtent les divers pays. Si l'argent prêté à son tour par le FMI n'est pas remboursé très rapidement, sa caisse sera vite à sec.

Ce n'est pas comme la Banque mondiale, qui a deux sources de financement. D'une part, elle émet des obligations sur les marchés financiers et peut accumuler des réserves de capitaux, qu'elle prête ensuite aux pays en voie de développement pour des périodes pouvant aller jusqu'à 20 ans. D'autre part, certains pays comme le Canada lui donnent de l'argent qu'elle peut verser à titre de prêts de faveur par l'entremise de l'Association internationale de développement. Le FMI ne fonctionne pas du tout de la même façon. Ses principaux services, notamment le service de secours mentionné par le